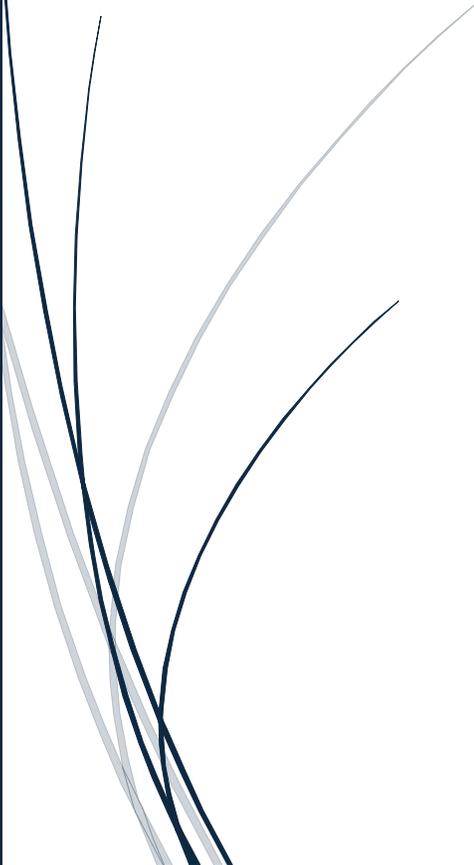




02/05/2025

L'économie contre la démocratie

Pour une auto institution de la
société



Lucien Lemaire

Table des matières

L'Économie contre la Démocratie : Pour une Auto-institution de la Société	1
I. Le néolibéralisme et la fabrique de l'économisme	1
L'économie comme phénomène total.....	1
La circularité du paradigme économique	2
La capture oligarchique du politique.....	2
II. Les penseurs de l'alternative : économie, écologie, démocratie	3
L'économie réencastrée	3
L'écologie comme nouveau paradigme	3
La démocratie radicale	4
III. Pour une auto-institution démocratique de la société	4
Réaffirmer l'autonomie du politique.....	4
Démocratiser l'économie elle-même	5
Instituer des limites écologiques	5
Réhabiliter la pluralité des valeurs et repenser le travail	5
# L'Économie contre la Démocratie : Pour une Auto-institution de la Société	6
I. Le néolibéralisme et la fabrique de l'économisme	7
L'économie comme phénomène total.....	7
La circularité du paradigme économique	7
La capture oligarchique du politique.....	8
II. Les penseurs de l'alternative : économie, écologie, démocratie	8
L'économie réencastrée	8
L'écologie comme nouveau paradigme	9
La démocratie radicale	9
III. Pour une auto-institution démocratique de la société	10
Réaffirmer l'autonomie du politique.....	10
Démocratiser l'économie elle-même	10
Instituer des limites écologiques	11
Réhabiliter la pluralité des valeurs et repenser le travail	11
Conclusion : Pour une stratégie d'émancipation	12

Annexe : Présentation des principaux penseurs cités 13

L'Économie contre la Démocratie : Pour une Auto-institution de la Société

Dans son dernier ouvrage posthume, l'économiste Daniel Cohen stigmatisait ce qu'il nommait avec justesse le « cancer de l'avidité » et « l'addiction à la croissance » qui caractérisent nos sociétés contemporaines. Ces pathologies sociales ne sont pas des accidents de l'histoire, mais bien les symptômes d'une configuration politique particulière : l'hégémonie de l'économie sur tout projet de société commun et, son corollaire, le pouvoir grandissant de l'oligarchie sur la démocratie. Comment en sommes-nous arrivés là ? Quelles alternatives s'offrent à nous ? C'est à ces questions que nous tenterons de répondre.

I. Le néolibéralisme et la fabrique de l'économisme

Le néolibéralisme ne représente pas simplement une doctrine économique parmi d'autres, mais constitue une véritable anthropologie, une vision de l'homme et du monde qui a progressivement colonisé l'ensemble des sphères de la vie collective. Sa force réside dans sa capacité à se présenter comme le simple déploiement de mécanismes naturels, objectifs, nécessaires – à tel point que Margaret Thatcher pouvait affirmer, avec cette brutalité qui la caractérisait : « There is no alternative ».

L'économie comme phénomène total

Ce que nous observons depuis les années 1980 est une extraordinaire extension du domaine économique. L'économie, jadis considérée comme une ontologie régionale, un territoire limité de l'activité sociale, devient le paradigme explicatif de tous les phénomènes humains. La famille, l'éducation, la santé, la justice, l'art – tous ces domaines sont progressivement redéfinis comme des « marchés » où opèrent des « agents rationnels » cherchant à « maximiser leur utilité ». Cette extension de la rationalité économique produit ce que Karl Polanyi décrivait déjà dans les années 1940 comme un « désencastrement » : l'économie, historiquement enchâssée dans des relations sociales qui la contenaient et lui donnaient sens, s'autonomise jusqu'à soumettre la société entière à sa logique.

La circularité du paradigme économique

Ce qui fait la force particulière du néolibéralisme est sa dimension auto-réalisatrice. Il produit un cadre d'interprétation qui génère les phénomènes qui viennent en retour confirmer la validité du cadre. Prenons un exemple : la théorie économique standard présuppose l'existence d'individus rationnels, égoïstes et calculateurs. Les institutions néolibérales, en organisant la compétition généralisée et en valorisant la maximisation de l'intérêt personnel, finissent par produire effectivement ce type d'individus. Le néolibéralisme crée ainsi les conditions sociales qui semblent valider ses propres prémisses théoriques.

Plus fondamentalement, le néolibéralisme procède à une redéfinition complète de ce qu'est un « problème politique ». Tout enjeu collectif est reformulé comme une question technique d'optimisation économique. Les inégalités ne sont plus un scandale humain appelant une réponse politique, mais un problème d'efficience des marchés du travail et de la formation. La crise écologique n'est plus une question de limites planétaires et de modèle de civilisation, mais un problème de contraintes technologiques appelant une solution par les mécanismes de marché. Cette opération de dépolitisation-technicisation permet d'évacuer la délibération démocratique sur les fins de l'action collective au profit d'un débat d'experts sur les moyens.

La capture oligarchique du politique

L'hégémonie économique s'accompagne logiquement d'une capture du pouvoir politique par les élites économiques. Cette capture s'opère à travers plusieurs mécanismes :

- Le financement de la vie politique et le poids des lobbies dans l'élaboration législative
- La circulation des élites entre secteur privé et public (les fameuses « portes tournantes »)
- L'uniformisation idéologique des élites politiques formées aux mêmes écoles de gouvernement et d'économie
- La dépendance structurelle des États vis-à-vis des marchés financiers pour leur financement

Cette configuration produit ce que Colin Crouch a nommé la « post-démocratie » : un régime où les institutions démocratiques subsistent formellement, mais sont vidées de leur substance par la domination d'une oligarchie économique qui définit les limites du pensable et du possible. Le citoyen devient spectateur d'une politique réduite à une technique de gestion, tandis que les décisions fondamentales échappent à la délibération collective.

II. Les penseurs de l'alternative : économie, écologie, démocratie

Face à cette hégémonie, de nombreux penseurs ont développé des cadres alternatifs qui permettent de repenser radicalement les rapports entre économie, écologie et démocratie.

L'économie réencastrée

Karl Polanyi reste une référence incontournable pour penser le dépassement de l'économisme. Dans « La Grande Transformation » (1944), il montrait déjà comment l'idée d'un marché autorégulateur, capable de gouverner l'ensemble de la vie sociale, était historiquement une anomalie et socialement intenable. Sa distinction entre « économie de subsistance » (l'approvisionnement matériel des sociétés) et « économie formelle » (le calcul maximisateur) permet de dénaturer la vision marchande et de retrouver la pluralité des logiques économiques réelles : réciprocité, redistribution, administration domestique, échange marchand.

Cette critique de l'économie désencastrée fait écho aux analyses de Marx sur le "travail vivant". Dans les "Manuscrits de 1844" et le "Capital", Marx décrit comment le capitalisme opère une double séparation : il sépare les producteurs de leurs moyens de production, mais aussi le travail de son sens et de sa finalité. Le travail vivant – cette activité créatrice qui définit l'humanité – se trouve réduit à une marchandise abstraite dont la seule fonction est de produire de la plus-value. Retrouver un travail émancipateur implique donc de briser cette logique de subsumption du vivant sous le capital.

Dans son sillage, des économistes comme Amartya Sen ont proposé d'évaluer l'économie non à l'aune de la seule croissance du PIB, mais selon sa capacité à développer le « pouvoir d'agir » humain – ces libertés réelles permettant à chacun de mener une vie digne selon ses propres valeurs. De même, Elinor Ostrom a montré, contre le dogme de la privatisation nécessaire, comment des communautés pouvaient gérer durablement des ressources communes sans recourir ni au marché ni à l'État central.

Plus récemment, les travaux de Thomas Piketty ont mis en lumière les dynamiques inégalitaires inhérentes au capitalisme contemporain, démontrant que sans intervention politique forte, la concentration des richesses tend à s'auto-renforcer. Ces approches convergent vers une même conclusion : l'économie doit être politiquement encadrée pour servir des fins collectivement définies.

L'écologie comme nouveau paradigme

L'écologie politique propose une critique encore plus radicale en remettant en question la possibilité même d'une croissance économique infinie sur une planète aux ressources finies. Les travaux pionniers de Nicholas Georgescu-Roegen ont introduit les principes thermodynamiques dans la pensée économique, démontrant l'impossibilité physique du projet économiciste moderne.

André Gorz a développé cette intuition en proposant une écologie politique qui articule émancipation sociale et préservation écologique. Contre la religion de la croissance, il

invitait à « sortir de l'économie » en limitant la sphère de la nécessité marchande pour élargir celle de l'autonomie créatrice.

Plus récemment, l'économie écologique de Joan Martinez-Alier met en lumière les « conflits de distribution écologique » généralement invisibilisés par l'analyse économique standard. Son approche démontre que la dégradation environnementale n'est pas un dommage collatéral regrettable de la croissance, mais le produit direct d'un système économique fondé sur l'exploitation simultanée des humains et de la nature.

La démocratie radicale

Sur le plan politique, Cornelius Castoriadis propose des pistes riches pour penser le dépassement de l'hétéronomie économique. Sa théorie de « l'auto-institution de la société » affirme la capacité des collectifs humains à créer explicitement leurs règles et institutions. Contre le fatalisme économique, il rappelle que toute société est une création historique qui peut être défaite et refaite par l'action consciente des citoyens.

Hannah Arendt, en distinguant le travail (nécessité biologique), l'œuvre (fabrication d'objets durables) et l'action (intervention dans l'espace public), offre une critique profonde de la réduction de l'existence humaine à sa dimension productive et économique. Elle nous invite à restaurer la dignité de l'action politique comme modalité spécifiquement humaine d'apparaître dans le monde et d'y créer du nouveau.

Jacques Rancière prolonge cette réflexion avec sa conception du « partage du sensible » et sa critique de la post-démocratie. Il montre comment la technicisation économique de la politique opère une distribution inégalitaire de la capacité même à être vu et entendu dans l'espace public. La démocratie authentique implique pour lui une « subjectivation politique » par laquelle ceux qui sont exclus affirment leur égalité fondamentale et transforment l'ordre établi.

III. Pour une auto-institution démocratique de la société

Comment dépasser concrètement l'hégémonie économique et sa captation oligarchique ? L'auto-institution démocratique de la société, telle que conceptualisée par Castoriadis, offre une direction intéressante.

Réaffirmer l'autonomie du politique

La première étape consiste à restaurer la primauté de la délibération démocratique sur les impératifs économiques. Il s'agit de reconnaître que toute règle économique est d'abord une décision politique qui peut être contestée et transformée. Cela implique notamment :

- De soumettre les institutions économiques internationales (FMI, OMC, etc.) à un contrôle démocratique effectif
- De limiter constitutionnellement le pouvoir des marchés financiers, notamment en encadrant strictement la création monétaire privée

- De réaffirmer la souveraineté des peuples face aux traités commerciaux qui imposent des cadres juridiques favorables aux multinationales

Démocratiser l'économie elle-même

L'économie ne doit pas seulement être encadrée de l'extérieur, mais transformée de l'intérieur pour devenir elle-même démocratique. Il s'agit de développer des formes de propriété et de gestion collective qui permettent aux citoyens de décider ensemble des finalités de la production et de la distribution des richesses :

- Promouvoir les coopératives de production et de consommation où le pouvoir appartient aux usagers et aux travailleurs, non aux actionnaires
- Développer les communs – ces ressources gérées collectivement selon des règles définies par leurs utilisateurs
- Instaurer la démocratie au sein même des entreprises, avec une représentation effective des salariés dans les instances de décision

Ces transformations permettraient de passer d'une économie conçue comme un système technique autonome à une économie conçue comme une pratique sociale consciente et délibérée.

Instituer des limites écologiques

L'autonomie démocratique n'est pas synonyme d'absence de limites, mais au contraire de capacité à reconnaître et instituer collectivement nos propres limites. Comme le soulignait Castoriadis, « la démocratie est le régime de l'autolimitation ». Face à la crise écologique, cette autolimitation devient vitale :

- Inscrire juridiquement les limites planétaires comme cadre contraignant au sein duquel doit s'exercer la liberté économique
- Développer des indicateurs de prospérité alternatifs au PIB qui intègrent les dimensions écologiques et sociales du bien-vivre
- Réorienter la recherche scientifique et l'innovation technique vers la soutenabilité plutôt que vers la croissance quantitative

Réhabiliter la pluralité des valeurs et repenser le travail

Enfin, il s'agit de redonner leur place aux logiques non marchandes et aux formes de richesse non monétaires dans l'évaluation du bien-être social :

- Valoriser le travail de care et de reproduction sociale, historiquement invisibilisé car majoritairement féminin

- Reconnaître la contribution des activités non marchandes (associatives, familiales, amicales) au bien-être collectif
- Protéger certaines sphères (santé, éducation, culture) de la logique marchande en y garantissant un accès universel fondé sur les besoins

Le travail repensé : entre émancipation et aliénation

La question du travail mérite une attention particulière dans cette réflexion sur l'hégémonie économique. Marx, dans ses "Manuscrits de 1844", développait déjà le concept fondamental de "travail vivant" (lebendige Arbeit) qu'il opposait au "travail mort" objectivé dans le capital. Le travail vivant représente cette puissance créatrice proprement humaine, cette capacité à transformer consciemment le monde. Dans le capitalisme, cette puissance se trouve capturée, aliénée, réduite à une marchandise - la force de travail - qui ne vaut plus que par son utilité pour la valorisation du capital.

Retrouver le sens du travail implique de reconnecter celui-ci à ses dimensions créatrices, sociales et même spirituelles, comme l'a magistralement développé Simone Weil. Dans "La Condition ouvrière" et "L'Enracinement", la philosophe propose une critique radicale du déracinement produit par le travail industriel déshumanisé. Pour Weil, un travail digne doit être à la fois :

- **Créateur** : permettant à chacun de comprendre ce qu'il fait et pourquoi il le fait, d'y exprimer son intelligence et sa sensibilité
- **Socialisant** : inscrivant l'individu dans une communauté vivante où son apport est reconnu et valorisé
- **Spirituel** : constituant une médiation entre l'homme et le monde, un mode d'attention à la nécessité qui peut devenir voie d'accomplissement

Cette vision du travail contraste radicalement avec sa réduction néolibérale à un simple "facteur de production" ou une "ressource humaine". Elle invite à repenser profondément l'organisation productive en privilégiant l'autonomie des travailleurs, la coopération plutôt que la compétition, et la finalité sociale de la production plutôt que sa seule rentabilité financière.

L'Économie contre la Démocratie : Pour une Auto-institution de la Société

Dans son dernier ouvrage posthume, l'économiste Daniel Cohen stigmatisait ce qu'il nommait avec justesse le « cancer de l'avidité » et « l'addiction à la croissance » qui caractérisent nos sociétés contemporaines. Ces pathologies sociales ne sont pas des accidents de l'histoire, mais bien les symptômes d'une configuration politique particulière : l'hégémonie de l'économie sur tout projet de société commun et, son corollaire, le pouvoir grandissant de l'oligarchie sur la démocratie. Comment en sommes-nous arrivés là ?

Quelles alternatives s'offrent à nous ? C'est à ces questions que nous tenterons de répondre.

I. Le néolibéralisme et la fabrique de l'économisme

Le néolibéralisme ne représente pas simplement une doctrine économique parmi d'autres, mais constitue une véritable cosmologie sociale, une vision du monde qui a progressivement colonisé l'ensemble des sphères de la vie collective. Sa force réside dans sa capacité à se présenter comme le simple déploiement de mécanismes naturels, objectifs, nécessaires – à tel point que Margaret Thatcher pouvait affirmer, avec cette brutalité qui la caractérisait : « There is no alternative ».

L'économie comme phénomène total

Ce que nous observons depuis les années 1980 est une extraordinaire extension du domaine économique. L'économie, jadis considérée comme une province limitée de l'activité sociale, devient le paradigme explicatif de tous les phénomènes humains. La famille, l'éducation, la santé, la justice, l'art – tous ces domaines sont progressivement redéfinis comme des « marchés » où opèrent des « agents rationnels » cherchant à « maximiser leur utilité ». Cette extension de la rationalité économique produit ce que Karl Polanyi décrivait déjà dans les années 1940 comme un « désencastrement » : l'économie, historiquement enchâssée dans des relations sociales qui la contenaient et lui donnaient sens, s'autonomise jusqu'à soumettre la société entière à sa logique.

La circularité du paradigme économique

Ce qui fait la force particulière du néolibéralisme est sa dimension auto-confirmante. Il produit un cadre d'interprétation qui génère les phénomènes qui viennent en retour confirmer la validité du cadre. Prenons un exemple : la théorie économique standard présuppose l'existence d'individus rationnels, égoïstes et calculateurs. Les institutions néolibérales, en organisant la compétition généralisée et en valorisant la maximisation de l'intérêt personnel, finissent par produire effectivement ce type d'individus. Le néolibéralisme crée ainsi les conditions sociales qui semblent valider ses propres prémisses théoriques.

Plus fondamentalement, le néolibéralisme procède à une redéfinition complète de ce qu'est un « problème politique ». Tout enjeu collectif est reformulé comme une question technique d'optimisation économique. Les inégalités ne sont plus un scandale moral appelant une réponse politique, mais un problème d'efficacité des marchés du travail et de la formation. La crise écologique n'est plus une question de limites planétaires et de modèle civilisationnel, mais un problème d'externalités négatives appelant une solution par les mécanismes de marché. Cette opération de dépolitisation-technicisation permet d'évacuer la délibération démocratique sur les fins de l'action collective au profit d'un débat d'experts sur les moyens.

La capture oligarchique du politique

L'hégémonie économique s'accompagne logiquement d'une capture du pouvoir politique par les élites économiques. Cette capture s'opère à travers plusieurs mécanismes :

- Le financement de la vie politique et le poids des lobbies dans l'élaboration législative
- La circulation des élites entre secteur privé et public (les fameuses « portes tournantes »)
- L'uniformisation idéologique des élites politiques formées aux mêmes écoles de gouvernement et d'économie
- La dépendance structurelle des États vis-à-vis des marchés financiers pour leur financement

Cette configuration produit ce que Colin Crouch a nommé la « post-démocratie » : un régime où les institutions démocratiques subsistent formellement, mais sont vidées de leur substance par la domination d'une oligarchie économique qui définit les limites du pensable et du possible. Le citoyen devient spectateur d'une politique réduite à une technique de gestion, tandis que les décisions fondamentales échappent à la délibération collective.

II. Les penseurs de l'alternative : économie, écologie, démocratie

Face à cette hégémonie, de nombreux penseurs ont développé des cadres alternatifs qui permettent de repenser radicalement les rapports entre économie, écologie et démocratie.

L'économie réencastrée

Karl Polanyi reste une référence incontournable pour penser le dépassement de l'économisme. Dans « La Grande Transformation » (1944), il montrait déjà comment l'idée d'un marché autorégulateur, capable de gouverner l'ensemble de la vie sociale, était historiquement anormale et socialement intenable. Sa distinction entre « économie substantive » (l'approvisionnement matériel des sociétés) et « économie formelle » (le calcul maximisateur) permet de dénaturer la vision marchande et de retrouver la pluralité des logiques économiques réelles : réciprocité, redistribution, administration domestique, échange marchand.

Cette critique de l'économie désencastrée fait écho aux analyses de Marx sur le "travail vivant". Dans les "Manuscrits de 1844" et le "Capital", Marx décrit comment le capitalisme opère une double séparation : il sépare les producteurs de leurs moyens de production, mais aussi le travail de son sens et de sa finalité. Le travail vivant – cette activité créatrice qui définit l'humanité – se trouve réduit à une marchandise abstraite dont la seule fonction est de produire de la plus-value. Retrouver un travail émancipateur implique donc de briser cette logique de subordination du vivant sous le capital.

Dans son sillage, des économistes comme Amartya Sen ont proposé d'évaluer l'économie non à l'aune de la seule croissance du PIB, mais selon sa capacité à développer les « capacités » humaines – ces libertés réelles permettant à chacun de mener une vie digne selon ses propres valeurs. De même, Elinor Ostrom a montré, contre le dogme de la privatisation nécessaire, comment des communautés pouvaient gérer durablement des ressources communes sans recourir ni au marché ni à l'État central.

Plus récemment, les travaux de Thomas Piketty ont mis en lumière les dynamiques inégalitaires inhérentes au capitalisme contemporain, démontrant que sans intervention politique forte, la concentration des richesses tend à s'auto-renforcer. Ces approches convergent vers une même conclusion : l'économie doit être politiquement encadrée pour servir des fins collectivement définies.

L'écologie comme nouveau paradigme

L'écologie politique propose une critique encore plus radicale en remettant en question la possibilité même d'une croissance économique infinie sur une planète aux ressources finies. Les travaux pionniers de Nicholas Georgescu-Roegen ont introduit les principes thermodynamiques dans la pensée économique, démontrant l'impossibilité physique du projet economiciste moderne.

André Gorz a développé cette intuition en proposant une écologie politique qui articule émancipation sociale et préservation écologique. Contre la religion de la croissance, il invitait à « sortir de l'économie » en limitant la sphère de la nécessité marchande pour élargir celle de l'autonomie créatrice.

Plus récemment, l'économie écologique de Joan Martinez-Alier met en lumière les « conflits de distribution écologique » généralement invisibilisés par l'analyse économique standard. Son approche démontre que la dégradation environnementale n'est pas un dommage collatéral regrettable de la croissance, mais le produit direct d'un système économique fondé sur l'exploitation simultanée des humains et de la nature.

La démocratie radicale

Sur le plan politique, Cornelius Castoriadis demeure une référence essentielle pour penser le dépassement de l'hétéronomie économique. Sa théorie de « l'auto-institution de la société » affirme la capacité des collectifs humains à créer explicitement leurs règles et institutions. Contre le fatalisme économique, il rappelle que toute société est une création historique qui peut être défaire et refaite par l'action consciente des citoyens.

Hannah Arendt, en distinguant le travail (nécessité biologique), l'œuvre (fabrication d'objets durables) et l'action (intervention dans l'espace public), offre une critique profonde de la réduction de l'existence humaine à sa dimension productive et économique. Elle nous invite à restaurer la dignité de l'action politique comme modalité spécifiquement humaine d'apparaître dans le monde et d'y créer du nouveau.

Jacques Rancière prolonge cette réflexion avec sa conception du « partage du sensible » et sa critique de la post-démocratie. Il montre comment la technicisation économique de la politique opère une distribution inégalitaire de la capacité même à être vu et entendu dans l'espace public. La démocratie authentique implique pour lui une « subjectivation politique » par laquelle ceux qui sont exclus du compte affirment leur égalité fondamentale et transforment l'ordre établi.

III. Pour une auto-institution démocratique de la société

Comment dépasser concrètement l'hégémonie économique et sa captation oligarchique ? L'auto-institution démocratique de la société, telle que conceptualisée par Castoriadis, offre une direction prometteuse.

Réaffirmer l'autonomie du politique

La première étape consiste à restaurer la primauté de la délibération démocratique sur les impératifs économiques. Il s'agit de reconnaître que toute règle économique est d'abord une décision politique qui peut être contestée et transformée. Cela implique notamment :

- De soumettre les institutions économiques internationales (FMI, OMC, etc.) à un contrôle démocratique effectif
- De limiter constitutionnellement le pouvoir des marchés financiers, notamment en encadrant strictement la création monétaire privée
- De réaffirmer la souveraineté des peuples face aux traités commerciaux qui imposent des cadres juridiques favorables aux multinationales

Démocratiser l'économie elle-même

L'économie ne doit pas seulement être encadrée de l'extérieur, mais transformée de l'intérieur pour devenir elle-même démocratique. Il s'agit de développer des formes de propriété et de gestion collective qui permettent aux citoyens de décider ensemble des finalités de la production et de la distribution des richesses :

- Promouvoir les coopératives de production et de consommation où le pouvoir appartient aux usagers et aux travailleurs, non aux actionnaires
- Développer les communs – ces ressources gérées collectivement selon des règles définies par leurs utilisateurs
- Instaurer la démocratie au sein même des entreprises, avec une représentation effective des salariés dans les instances de décision

Ces transformations permettraient de passer d'une économie conçue comme un système technique autonome à une économie conçue comme une pratique sociale consciente et délibérée.

Instituer des limites écologiques

L'autonomie démocratique n'est pas synonyme d'absence de limites, mais au contraire de capacité à reconnaître et instituer collectivement nos propres limites. Comme le soulignait Castoriadis, « la démocratie est le régime de l'autolimitation ». Face à la crise écologique, cette autolimitation devient vitale :

- Inscrire juridiquement les limites planétaires comme cadre contraignant au sein duquel doit s'exercer la liberté économique
- Développer des indicateurs de prospérité alternatifs au PIB qui intègrent les dimensions écologiques et sociales du bien-vivre
- Réorienter la recherche scientifique et l'innovation technique vers la soutenabilité plutôt que vers la croissance quantitative

Réhabiliter la pluralité des valeurs et repenser le travail

Enfin, il s'agit de redonner leur place aux logiques non marchandes et aux formes de richesse non monétaires dans l'évaluation du bien-être social :

- Valoriser le travail de care et de reproduction sociale, historiquement invisibilisé car majoritairement féminin
- Reconnaître la contribution des activités non marchandes (associatives, familiales, amicales) au bien-être collectif
- Protéger certaines sphères (santé, éducation, culture) de la logique marchande en y garantissant un accès universel fondé sur les besoins

Le travail repensé : entre émancipation et aliénation

La question du travail mérite une attention particulière dans cette réflexion sur l'hégémonie économique. Marx, dans ses "Manuscrits de 1844", développait déjà le concept fondamental de "travail vivant" (lebendige Arbeit) qu'il opposait au "travail mort" objectivé dans le capital. Le travail vivant représente cette puissance créatrice proprement humaine, cette capacité à transformer consciemment le monde. Dans le capitalisme, cette puissance se trouve capturée, aliénée, réduite à une marchandise - la force de travail - qui ne vaut plus que par son utilité pour la valorisation du capital.

Retrouver le sens du travail implique de reconnecter celui-ci à ses dimensions créatrices, sociales et même spirituelles, comme l'a magistralement développé Simone Weil. Dans "La Condition ouvrière" et "L'Enracinement", la philosophe propose une critique radicale du déracinement produit par le travail industriel déshumanisé. Pour Weil, un travail digne doit être à la fois :

- **Créateur** : permettant à chacun de comprendre ce qu'il fait et pourquoi il le fait, d'y exprimer son intelligence et sa sensibilité

- **Socialisant** : inscrivant l'individu dans une communauté vivante où son apport est reconnu et valorisé
- **Spirituel** : constituant une médiation entre l'homme et le monde, un mode d'attention à la nécessité qui peut devenir voie d'accomplissement

Cette vision du travail contraste radicalement avec sa réduction néolibérale à un simple "facteur de production" ou une "ressource humaine". Elle invite à repenser profondément l'organisation productive en privilégiant l'autonomie des travailleurs, la coopération plutôt que la compétition, et la finalité sociale de la production plutôt que sa seule rentabilité financière.

Conclusion : Pour une stratégie d'émancipation

Le dépassement de l'hégémonie économique nécessite une stratégie à plusieurs niveaux :

Sur le plan intellectuel : Il s'agit de déconstruire l'évidence apparente des dogmes néolibéraux et diffuser largement les alternatives conceptuelles. Cela passe par une transformation de l'enseignement de l'économie, aujourd'hui largement monopolisé par l'approche néoclassique, et par le développement d'espaces de réflexion pluralistes.

Sur le plan institutionnel : Il faut créer ou transformer des institutions qui incarnent concrètement d'autres logiques que celle du marché. Cela peut passer par des réformes audacieuses des institutions existantes (séparation bancaire, revenu de base, réduction du temps de travail) et par la création de nouvelles institutions démocratiques (assemblées citoyennes, budgets participatifs).

Sur le plan culturel : Nous devons transformer les imaginaires collectifs pour valoriser d'autres formes de réussite et d'épanouissement que la consommation et l'accumulation. Les mouvements de simplicité volontaire, les initiatives de transition, les expériences de démocratie directe contribuent à cette transformation culturelle.

Sur le plan territorial : Il est crucial d'expérimenter à l'échelle locale des modèles alternatifs qui démontrent la viabilité d'autres organisations socio-économiques. Les monnaies locales, les systèmes d'échange locaux, les coopératives territoriales sont autant de laboratoires d'une économie réencastrée dans des relations sociales démocratiques.

Dans cette perspective, les ZAD (Zones À Défendre) constituent des expérimentations particulièrement significatives, comme l'a documenté l'anthropologue Philippe Descola. Ces territoires en résistance contre des projets d'aménagement destructeurs sont devenus de véritables laboratoires politiques où s'inventent des modes de vie alternatifs. Au-delà de la simple opposition, ces communautés expérimentent de nouvelles formes d'habiter, de produire et de décider ensemble qui préfigurent concrètement ce que pourrait être une société post-économiste.

À Notre-Dame-des-Landes comme ailleurs, ces "communes en devenir" démontrent la possibilité d'articuler souveraineté alimentaire, autogestion politique et relation non-prédatrice à l'environnement. Ces expériences, malgré leur fragilité et leurs contradictions, prouvent qu'une autre conception du monde est non seulement pensable mais déjà en cours d'élaboration dans les interstices du système dominant.

En définitive, le dépassement de l'hégémonie économique implique une réappropriation collective du pouvoir d'instituer nos règles communes. Cette perspective suppose de reconnaître que l'économie n'est pas un domaine ontologique et technique autonome mais bien une création sociale dont les finalités doivent être soumises à la délibération démocratique. Comme le disait Castoriadis, « nous ne voulons pas une société où chacun reçoit sa ration de bonheur, mais une société où les hommes sont libres et responsables de leurs actes, et où la loi est déterminée par tous ».

Face au « cancer de l'avidité » diagnostiqué par Daniel Cohen, c'est bien une telle reprise en main collective de notre destin que nous devons aujourd'hui imaginer et mettre en œuvre.

Annexe : Présentation des principaux penseurs cités

Daniel Cohen (1953-2023) : Économiste français, professeur à l'École normale supérieure et à l'École d'économie de Paris. Ses travaux ont porté sur la mondialisation, les inégalités et les transformations du capitalisme contemporain. Dans ses derniers écrits, il a développé une critique de ce qu'il nommait "l'addiction à la croissance" et "le cancer de l'avidité".

Karl Polanyi (1886-1964) : Économiste et anthropologue hongrois, auteur de "La Grande Transformation" (1944). Il a développé la notion de "désencastrement" pour décrire comment l'économie de marché s'est progressivement autonomisée des relations sociales qui la contenaient traditionnellement. Sa distinction entre "économie substantive" et "économie formelle" reste fondamentale pour penser au-delà du paradigme economiciste.

Amartya Sen (né en 1933) : Économiste et philosophe indien, prix Nobel d'économie en 1998. Ses travaux sur les "capabilités" ont révolutionné l'approche du développement en déplaçant l'attention des richesses vers les libertés réelles dont disposent les individus pour mener la vie qu'ils ont des raisons de valoriser.

Elinor Ostrom (1933-2012) : Politologue américaine, première femme à recevoir le prix Nobel d'économie en 2009. Ses recherches sur la gouvernance des biens communs ont démontré empiriquement que des communautés pouvaient gérer durablement des ressources partagées sans recourir ni à la privatisation ni à la gestion étatique centralisée.

Thomas Piketty (né en 1971) : Économiste français, auteur du "Capital au XXI^e siècle" (2013). Ses travaux historiques sur les inégalités ont mis en évidence la tendance du capitalisme à concentrer les richesses lorsque le rendement du capital dépasse la

croissance économique, remettant en question l'idée que le marché conduirait naturellement à une réduction des écarts de richesse.

Nicholas Georgescu-Roegen (1906-1994) : Mathématicien et économiste roumain. Dans "La Décroissance" (1979), il a introduit les principes de la thermodynamique dans l'analyse économique, démontrant l'impossibilité physique d'une croissance économique infinie dans un monde aux ressources limitées.

André Gorz (1923-2007) : Philosophe et journaliste français, théoricien de l'écologie politique. Dans des ouvrages comme "Écologie et politique" (1975) ou "Métamorphoses du travail" (1988), il a articulé critique du capitalisme et projet écologiste, plaidant pour une réduction du temps de travail et une extension de la sphère de l'autonomie.

Joan Martinez-Alier (né en 1939) : Économiste écologiste espagnol, pionnier de l'étude des conflits environnementaux. Ses travaux sur "l'écologisme des pauvres" ont mis en lumière comment les populations marginalisées sont souvent en première ligne de la résistance aux dégradations environnementales.

Cornelius Castoriadis (1922-1997) : Philosophe, économiste et psychanalyste grec. Fondateur du groupe et de la revue "Socialisme ou Barbarie", il a développé une théorie de "l'auto-institution de la société" et une critique radicale de l'hétéronomie économique. Sa conception de l'autonomie comme projet politique a profondément influencé la pensée de la démocratie radicale.

Hannah Arendt (1906-1975) : Philosophe allemande puis américaine d'origine juive. Dans "Condition de l'homme moderne" (1958), elle distingue le travail, l'œuvre et l'action comme trois dimensions fondamentales de la vie humaine, et critique la domination du travail et de la nécessité économique dans les sociétés modernes, qui menace l'espace public de la liberté politique.

Karl Marx (1818-1883) : Philosophe, économiste et théoricien révolutionnaire allemand. Dans ses "Manuscrits économique-philosophiques de 1844", il développe le concept de "travail vivant" comme puissance créatrice humaine, par opposition au "travail mort" objectivé dans le capital. Sa critique de l'aliénation du travail dans le capitalisme reste fondamentale pour penser l'émancipation au-delà de l'hégémonie économique.

Simone Weil (1909-1943) : Philosophe et militante française. Dans "La Condition ouvrière" (1951) et "L'Enracinement" (1949), elle développe une réflexion profonde sur le travail comme expérience centrale de la condition humaine. Sa vision d'un travail à la fois créateur, socialisant et spirituel offre une alternative puissante à la conception purement instrumentale du travail qui domine l'économisme contemporain.

Jacques Rancière (né en 1940) : Philosophe français, auteur de "La Mésentente" (1995) et "La Haine de la démocratie" (2005). Sa conception du politique comme "partage du sensible" et sa critique de la "post-démocratie" technocratique ont renouvelé la pensée de l'émancipation contemporaine.

Colin Crouch (né en 1944) : Sociologue et politologue britannique, il a développé le concept de "post-démocratie" pour décrire un régime où les institutions démocratiques subsistent formellement mais sont vidées de leur substance par la domination des élites économiques et la dépolitisation des enjeux collectifs.

Philippe Descola (né en 1949) : Anthropologue français, successeur de Claude Lévi-Strauss au Collège de France. Dans ses travaux "Par-delà nature et culture" (2005) et ses études sur les ZAD (Zones À Défendre), il analyse comment différentes sociétés conceptualisent différemment les relations entre humains et non-humains. Son regard sur les expérimentations territoriales comme les ZAD éclaire leur dimension d'alternatives ontologiques, où se réinventent simultanément les relations sociales, les modes de production et les rapports au vivant.
